

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
1722, avenue de Colmar
47916 Agen

Agen, le 11/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GR3

LUCMAJOU
47200 Marcellus

Références : FP/CM/UbD24-47/2026/50
Code AIOT : 0100000139

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/03/2026 dans l'établissement GR3 implanté LUCMAJOU 47200 Marcellus. L'inspection a été annoncée le 03/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite réalisée dans le cadre des opérations de pompages/ rejet devant permettre le retour accéléré à des conditions d'exploitation acceptables, suite à la crue du mois de février 2026.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GR3
- LUCMAJOU 47200 Marcellus
- Code AIOT : 0100000139

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrière à ciel ouvert de sables et graviers (rubrique 2510-1) autorisée par arrêté préfectoral n° 47-2022-02-07-00003 du 7 février 2022 sur le territoire de la commune de Marcellus aux lieux-dits « Le Bon Baron », « Divise », « Lucmajou », « Petit Piis », et sur le territoire de la commune de Couthures-sur-Garonne au lieu-dit «Beauséjour».

La durée d'autorisation est de 29 ans avec une production moyenne de 150 000 t/an et une production maximale de 300 000 t/an. La superficie autorisée est de 41ha 57a dont 37ha 30a exploitables. Le site relève également du régime de l'enregistrement pour la rubrique 2517-2 par rapport à l'accueil d'inertes devant servir au réaménagement du site (superficie de l'aire de stockage des produits minéraux de 15 000 m²)

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|--|-------------------|
| 1 | Dispositions particulières – Inondation du site | Arrêté Préfectoral du 07/02/2022, article 27 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les opérations de pompage/rejet se sont pas réalisées telles que prévues à l'article 27 de l'arrêté d'autorisation du 7 février 2022.

Une réflexion devra être menée par l'exploitant sur la nécessité ou pas d'adapter les prescriptions actuellement applicables au site, pour de futures opérations de pompage/rejet suite à de nouveaux épisodes de crue. Une demande de modification des conditions de réalisation du pompage/rejet et d'adaptation des prescriptions actuelles devra être transmise à l'inspection le cas échéant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions particulières – Inondation du site

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2022, article 27 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Pompage/rejet post crue |
| Prescription contrôlée : Après un épisode de crue de la Garonne, lorsque les plans d'eau ont servi de bassin tampon et que ceux-ci n'ont pas atteint leur côte normale d'exploitation de 13 m NGF en période de basses eaux ou 14,5 m NGF en période de hautes eaux, l'exploitant pourra effectuer un pompage permettant d'atteindre un niveau d'eau dans les lacs correspondant aux altitudes ci-dessus énoncées. Après en avoir informé l'inspecteur, l'exploitant mettra en œuvre les dispositions particulières définies ci-dessous : - La pompe de vidange sera implantée sur le site de la station de pompage en Garonne, propriété du SDC147 (irrigation), plateforme hors d'eau, positionnée entre la digue et la Garonne, clôturée, |

et permettant un rejet direct en Garonne (sans solliciter la berge). L'exploitant devra obtenir l'autorisation écrite.

- Pour s'assurer que la lame d'eau qui sera pompée correspond effectivement à un excédent exceptionnel (absence de rabattement de nappe), le pompage sera réalisé jusqu'à atteindre les côtes piézométriques suivantes :

- Côte en période de basses eaux : 13 NGF

- Côte en période de hautes eaux (PEHC) : 14.5 NGF

- Pour assurer la surveillance de ces opérations, l'exploitant disposera de façon permanente une échelle limnimétrique.

Elle sera solidement ancrée dans la gravière de telle sorte à ne pas être détruite lors des épisodes de crues ou lors de l'exploitation courante. Elle devra permettre de vérifier visiblement les limites des côtes de pompage autorisées

- L'exploitant mettra en place une surveillance visuelle périodique depuis la digue, par une personne désignée par lui pour vérifier notamment la bonne mise en place et fonctionnement des dispositifs de pompage et l'absence d'irisation sur le plan d'eau. Cette surveillance pourra s'effectuer par télésurveillance en période nocturne.

Conditions de démarrage et durée de pompage :

- Résultat de la vérification des dispositions décrites ci-avant,

- La crue doit être en phase décroissante, et le niveau de l'eau inférieur à la côte d'alerte (« Vigicrues »).

La durée de pompage sera fonction de la lame d'eau entre le terrain naturel et la côte de référence sollicitée.

Le débit des eaux d'exhaure est limité à 3000 m³/h. Le volume doit être consigné journallement.

La mesure de qualité des eaux se fera par prélèvement journalier au point de pompage conservé par l'exploitant en cas d'anomalies.

le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;

la température est inférieure à 30 °C ;

les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF T 90 114) ;

La modification de couleur du milieu récepteur ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

L'ensemble de ces éléments est consigné sur un cahier journalier à la disposition de l'inspecteur de installations classées. »

Constats :

Les opérations de pompage ont débuté le 3 mars 2026 matin au moyen d'une pompe immergée d'un débit de 900m³/h, fonctionnant 24h/24h et alimentée par un groupe électrogène dont l'exploitant vient de faire l'acquisition. Cette pompe est fixée à un radeau flottant au niveau de l'angle Sud Est du plan d'eau en cours d'exploitation.

L'eau pompée est évacuée via un tuyau souple vers le fossé du Gouard (non répertorié comme cours d'eau par la DDT) marquant la limite Est du site et rejoignant la Garonne à environ 300 m. Le débouché du tuyau est solidement ancré dans le fossé du Gouard. Le linéaire a été parcouru le jour de la visite depuis le point de pompage jusqu'à l'exutoire du fossé des Cornières dans la Garonne ; il n'a pas été constaté de désordre de type eaux chargées, débordement, dégradation de berges ou talus sur le parcours.

L'exploitant a expliqué avoir renoncé pour des raisons techniques à l'installation d'une pompe de vidange au niveau de la station de pompage en Garonne du réseau d'irrigation (propriété du SDCI47) , située sur une plate forme entre la digue et la Garonne, et qui devait permettre un rejet

direct en Garonne sans solliciter la berge.

La durée de pompage-rejet est estimée à environ 4 jours.

Selon l'exploitant aucun engin n'était présent sur l'emprise ayant été inondée, ces derniers ayant été stationnés sur un point haut suite à l'alerte de crue.

Aucune échelle limnimétrique n'était présente sur le site. Pour garantir l'absence de rabattement de nappe lors des opérations de pompage, l'exploitant a indiqué se référer au niveau du terrain naturel situé, selon le dernier plan d'exploitation datant de janvier 2026, à 18 m NGF.

Les opérations de pompage sont surveillées environ 3 fois par jour. Il n'y a pas de surveillance nocturne.

Le cahier de suivi journalier des opérations de pompage n'était pas disponible sur le site ; aucune mesure de la qualité des eaux au point de pompage n'a été réalisée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra installer sur le site une échelle limnimétrique telle que prévue dans son arrêté préfectoral d'autorisation devant permettre de vérifier visiblement le respect des limites des côtes de pompage autorisées.

L'exploitant devra transmettre à l'inspection les éléments de traçabilité relatif au suivi des opérations de pompage ainsi que le résultat d'une analyse de la qualité de l'eau au point de pompage sur les paramètres mentionnés à l'article 27 de son arrêté d'autorisation.

L'exploitant devra transmettre les autorisations écrites du gestionnaire Gémapi, de la mairie et/ou des propriétaires privés des ouvrages concernés par les opérations en cours (fossé, et clapets, autres ouvrages hydrauliques...).

Si l'exploitant renonce définitivement à installer la pompe sur le site de la station de pompage en Garonne, propriété de du SDCI47 (irrigation) conformément à ce qui est prévu dans son arrêté d'autorisation pour d'éventuelles nouvelles opérations de pompage/rejet, il devra transmettre à l'inspection une demande de modification des conditions d'exploitation comprenant les éléments d'appréciation permettant d'évaluer les impacts potentiels de cette modification.

Type de suites proposées : Sans suite